

M. Franz VRANITZKY (Chancelier fédéral, Autriche) (interprétation de l'allemand) : Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, juste l'année dernière, nous avons eu l'occasion de nous rappeler qu'ici même, dans cette ville grandiose dont nous apprécions vivement l'hospitalité ainsi que celle du Président François Mitterrand, qu'ici même, il y a plus de deux cents ans, les grands idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité ont été formulés et que c'est ici que ces idéaux ont marqué d'une empreinte profonde et durable toute l'Europe et le monde entier au-delà de l'Europe. Je dis cela parce que ces idéaux et la conception de l'homme, qui y est liée, ont imprégné la CSCE et parcourent comme un leitmotiv la Déclaration que nous allons signer à cette Conférence.

Il y a quinze ans, l'Acte final d'Helsinki a été signé au cours du premier Sommet de la CSCE. A cette occasion, un autre chef du Gouvernement autrichien, Bruno Kreisky, a constaté que la CSCE revêt une grande importance parce qu'elle permet d'orienter vers des voies pacifiques le conflit entre les deux grands systèmes sociaux de notre continent. Il a constaté aussi - et il a été le seul à le dire aussi nettement, à l'époque - que le conflit idéologique était loin d'être révolu, et qu'en fin de compte, c'était le principe de la démocratie qui l'emporterait car il correspondait davantage à l'élément humain. L'histoire lui a donné raison.

Le processus de la CSCE, qui a donc commencé il y a quinze ans à Helsinki, devait maîtriser par des moyens politiques la tendance à l'escalade de la confrontation Est-Ouest. Il devait le faire en élargissant les zones de contact et en mettant en relief les éléments communs à tous les Européens dans ce conflit et malgré ce conflit.

Le grand antagonisme et la grande confrontation sont maintenant révolus. La question se pose donc de savoir quel pourrait être le futur rôle d'un processus qui avait été créé dans le but exprès de surmonter la confrontation. La réponse est simple. La confrontation, certes, a disparu, mais un nouvel ordre durable n'est pas encore apparu. Ce changement nécessaire et irréversible comporte inévitablement un élément d'insécurité. Pour faire face à cette insécurité, il faut renforcer notre coopération dans de très vastes domaines. On ne peut s'attendre à ce que maintenant, après la disparition des antagonismes, une nouvelle unité harmonieuse se forme de façon automatique et organique sur notre continent.

M. Vranitzky

Entre ex-adversaires, il y a maintenant une volonté de dialogue, la prise de conscience des intérêts communs et d'une responsabilité commune.

L'importance des alliances militaires et des systèmes de pacte diminuant, notre champ de vision peut maintenant s'élargir aux questions qui concernent notre continent dans son ensemble. Nous avons gagné une certaine marge de manoeuvre et pouvons maintenant nous occuper de la préservation des intérêts paneuropéens.

Cela a été un des grands succès du processus de la CSCE de reposer, dès le départ, sur une définition très large de la sécurité qui comprenait le renforcement de la sécurité militaire, le respect des droits de l'homme et le développement d'une coopération dans tous les domaines, tout cela formant un ensemble équilibré. La sécurité est ainsi une synthèse qui intègre la liberté, l'égalité et la fraternité.

Il ne fait pour moi aucun doute que la sécurité militaire en Europe s'est accrue nettement depuis quelques années. Mais cela serait faire preuve de naïveté et d'un jugement politique à courte vue si l'on oubliait les nouveaux problèmes qui ont surgi et qui recèlent des menaces potentielles pour la sécurité et si nous négligions de prendre des mesures efficaces et rapides. Tout d'abord, je voudrais mentionner les déséquilibres économiques, les écarts de richesse qui existent, les nombreux problèmes sociaux qui ne sont pas résolus, les contraintes qui pèsent sur l'environnement et le réveil des émotions nationales, avec toutes les tensions qui en résultent.

Le déplorable clivage de l'Europe a eu des répercussions durables et profondes. On le constate également dans le domaine de l'économie. Que le système économique communiste, c'est-à-dire la planification centralisée, n'ait pas été particulièrement efficace, qu'il se traduise par un retard technologique et un appauvrissement progressif, tout cela est connu depuis fort longtemps. Qu'on ait identifié ces problèmes et qu'on ait adopté le credo de l'économie de marché au cours de la Conférence de la CSCE à Bonn, c'est très louable. Mais cela n'est rien d'autre que de reconnaître en fin de compte la réalité. Avec ce credo en faveur de l'économie de marché, nous n'avons pas trouvé une sorte de formule magique qui nous permet de résoudre les difficultés concrètes que connaissent les anciens pays communistes. Ces difficultés ne peuvent être surmontées sans une coopération avec les Etats riches.

Il est, certes, juste de dire que cette aide n'aurait aucun sens si les Etats intéressés ne mettaient pas eux-mêmes en oeuvre les réformes nécessaires d'une façon énergique et résolue. Mais il serait extrêmement imprudent de laisser croire que ces réformes seraient simples et pourraient être mises en oeuvre rapidement et que pour cela, il suffirait de modifier quelques lois et certains éléments. Le volume de l'aide extérieure devra être supérieur à tout ce qui avait été envisagé jusqu'à présent.

Il faudra donc accorder des dons, à l'instar de ce qui s'est fait pendant l'après-guerre en faveur des Etats d'Europe occidentale, et notamment de l'Autriche, mon pays. Et enfin, il conviendra de trouver une solution acceptable au problème de l'endettement.

Il serait peu réaliste de supposer que les Etats de l'Europe centrale et orientale soient en mesure de réparer, par leurs propres moyens et sans une aide massive, les dévastations causées à l'environnement, et qu'ont laissé faire en toute connaissance de cause des gouvernements qui méprisaient l'homme, et donc aussi l'environnement.

De nombreux Etats occidentaux ont noué des liens bilatéraux d'aide et de coopération avec certains Etats de l'Est. Une coopération financière et économique efficace, organisée et coordonnée au niveau international devrait s'ajouter aux relations bilatérales.

Nous ne devrions pas perdre de temps pour lancer immédiatement cette coopération sur le plan politique et de l'organisation. Et cela demande des contributions économiques concrètes de nos sociétés industrialisées riches.

Il faut aussi que nous convainquions nos peuples qu'une déstabilisation économique de nos voisins d'Europe de l'Est entraînerait une déstabilisation politique, phénomène à éviter à tout prix dans l'intérêt de la stabilité de toute l'Europe, c'est-à-dire dans l'intérêt de la stabilité de chacun de nos pays.

Outre les problèmes économiques et leurs répercussions sociales et politiques, une autre menace pèse sur l'avenir de notre continent. C'est l'émergence de conflits d'une ampleur croissante entre minorités ethniques et

M. Vranitzky

nationalités. Les conflits entre Etats passent à l'arrière-plan aujourd'hui. Mais les mauvais génies que sont l'intolérance, la peur de l'autre, le manque de respect de l'autre et la haine de l'autre ne sont pas encore conjurés. Ces phénomènes naissent ailleurs qu'aux lignes de fracture entre Etats nationaux.

En fin de compte, le seul moyen efficace pour contrecarrer ces phénomènes est de constamment prôner la diversité qui, dans notre expérience, signifie construction, enrichissement et création. La coopération et l'intégration doivent être conjuguées à la tolérance et à la promotion de la diversité. Je pense qu'en Europe de l'Ouest, on y a réussi à peu près. Par conséquent, nous devons nous proposer comme objectif d'intégrer progressivement les Etats nouvellement démocratiques de l'Europe centrale et orientale dans un réseau de coopération qui existe déjà depuis fort longtemps entre les Etats de l'Europe de l'Ouest.

Il existe un certain nombre d'institutions qui ont vocation à contribuer à ce processus d'aide en faveur de l'Europe centrale et orientale. La concurrence entre ces institutions est bonne et utile. Il est particulièrement réjouissant que la Communauté européenne ait pris la décision de jouer un rôle directeur et coordonnateur. Nous aussi, nous souhaitons participer aux programmes de la Communauté européenne ainsi qu'aux projets de l'OCDE, de la CEE des Nations Unies et de l'AELE, dans toute la mesure du possible. Nous sommes heureux également de constater le nouveau rôle reconnu au Conseil de l'Europe, symbole et rempart et trésor de l'Etat de droit et de la démocratie.

Mais à côté et au-dessus de ces diverses institutions, il doit y avoir une organisation où tous ces problèmes et ces activités puissent être examinés et traités dans un cadre plus vaste. A cette fin, la CSCE continuera à être indispensable.

Je pense qu'il serait dangereux de s'attaquer à tous ces problèmes, seulement après avoir résolu tous les aspects militaires de la politique de sécurité et décidé des mesures de confiance et de sécurité. Le nouveau Centre de prévention des conflits devrait donc devenir opérationnel très rapidement, dans ces domaines.

L'accord signé hier sur le désarmement en Europe a posé les bases permettant de bâtir un nouvel ordre de paix sur notre continent. Les principes du processus d'Helsinki n'ont rien perdu de leur utilité pour ce travail de construction. Il s'agira encore et toujours d'allier, dans une structure souple et durable, des éléments participant au développement social et économique, aux droits de l'homme, individuels et collectifs, et à la sécurité extérieure et intérieure. Il faudra encore et toujours donner une interprétation moderne aux idéaux de liberté, égalité et fraternité. Quoi qu'il en soit, nous devons être conscients que si nous avons surmonté le clivage de l'Europe, nous sommes encore loin d'avoir assuré l'avenir de notre continent.

Nous devons également être conscients que le plus gros de cette tâche devra être assumé par les Etats européens eux-mêmes. Mais nous devons savoir aussi que - l'histoire de ce siècle nous l'a montré - rien ne serait plus néfaste que de nourrir l'illusion que l'Amérique du Nord ou l'URSS puissent être exclues de la réalité européenne. Ce n'est ni possible ni souhaitable. Leur destinée est indissociablement liée à ce continent. L'oublier serait nocif pour elles, mais surtout pour l'Europe. C'est le mérite de ce processus, qui a commencé à Helsinki et va se poursuivre par-delà la présente Conférence, que de tenir compte de ces réalités. Merci, Monsieur le Président.

